



RAPPORT DE RECHERCHE

N° 2025-1

A LA RECHERCHE D'EFFETS DE TERRITOIRE DANS L'INSERTION DES JEUNES ULTRA-MARINS

DENIS ANNE, GUILLAUME LABBÉ, YANNICK L'HORTY

www.tepp.eu

TEPP – Théorie et Evaluation des Politiques Publiques - FR CNRS 2042

A la recherche d'effets de territoire dans l'insertion des jeunes ultra-marins

Le cas des sortants du Service Militaire Adapté

Denis ANNE¹, Guillaume LABBE², Yannick L'HORTY³

Janvier 2025

Résumé

Si l'on admet de façon générale que le contexte local peut jouer un rôle dans les trajectoires d'insertion des jeunes éloignés de l'emploi et de la formation initiale, il est difficile d'estimer de façon précise la contribution propre d'un environnement territorial donné. Dans cette étude, nous estimons cet effet de contexte pour les territoires ultra-marins français en comparant les trajectoires d'insertion de jeunes de caractéristiques proches ayant suivi en même temps le même type de formation dans des territoires différents, le Service Militaire Adapté (SMA) qui est un programme intensif d'accompagnement et de formation ciblé sur les jeunes éloignés de l'emploi et de la formation en outre-mer. A l'aide d'une enquête originale administrée à l'été 2024 auprès de 7000 jeunes sortants du SMA, nous sommes en mesure de décrire les trajectoires des jeunes dans les trois années qui suivent leur formation. L'étude met en évidence une amélioration continue de l'insertion professionnelle des jeunes après leur sortie du SMA, entre la situation six mois après la sortie du SMA et la situation trois ans plus tard, avec un taux d'emploi augmente en moyenne de 14,4 points, ce qui correspond à une amélioration de 27,5%. Elle indique aussi des effets spécifiques de territoires qui sont de forte ampleur et paraissent globalement les plus favorables en Nouvelle-Calédonie, intermédiaires dans les Antilles et en Guyane, et les plus défavorables à La Réunion.

Mots-clés : Service militaire adapté, insertion professionnelle des jeunes, Outre-mer français

Codes JEL : J15, J22, J68, R23

Cette étude s'inscrit dans le cadre du projet «Service militaire Adapté : une Recherche sur les Trajectoires » (SMART) qui a été réalisé avec le concours du Ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer et de l'Etat-Major du Service Militaire Adapté. Nous remercions pour leur accompagnement le colonel Julien Maurel, le colonel Guillaume Larabi, le lieutenant-Colonel Guillaume Nicloux et la commissaire de seconde classe Olivia Sainte-Martine, de l'état-major du SMA. Au moment de la rédaction de cette étude, Guillaume Labbé était en contrat d'alternance au sein de la fédération TEPP. Nous remercions également les participants de la 2^{ème} conférence ARUM qui s'est tenue à Paris en novembre 2024, ceux de la XIX^{ème} conférence TEPP et du séminaire de l'INSEE de décembre 2024 à Pointe-à-Pitre pour leurs remarques sur une première version de l'étude.

¹ Univ Gustave Eiffel, ERUDITE (EA 437), TEPP (FR 2042), F-77454, Marne-La-Vallée, France, denis.anne@gmail.com

² Univ Gustave Eiffel, TEPP (FR 2042), F-77454, Marne-La-Vallée, France, guillaumelabbe1@gmail.com

³ Univ Gustave Eiffel, ERUDITE (EA 437), TEPP (FR 2042), F-77454, Marne-La-Vallée, France, yannick.lhorty@univ-eiffel.fr

Introduction

Les territoires ultra-marins français sont connus pour leur diversité sous des angles multiples, historique, géographique, démographique, économique et social (Chantreuil et al., 2024). Cette multi-diversité complique les comparaisons inter territoriales dans tous les domaines. En matière d'insertion des jeunes, les écarts de taux d'emploi ou de taux de chômage des jeunes d'un territoire à l'autre reflètent à la fois des différences socio-culturelles, des écarts dans les opportunités locales d'emploi ou encore des différences dans les systèmes locaux de formation. Il est dès lors en pratique très difficile de savoir si toutes choses égales par ailleurs le territoire martiniquais est moins favorable à l'insertion professionnelle des jeunes que le territoire réunionnais ou que n'importe quel autre territoire ultra-marin, sauf à pouvoir départager les effets de composition liés aux caractéristiques des jeunes et ceux associés aux systèmes de formation et aux opportunités locales d'emploi. Si la mise en évidence d'effets de territoire est particulièrement ardue en général, elle l'est plus encore pour les territoires ultra-marins. Or la mesure précise des contributions des territoires à l'insertion est un préalable à la conception des politiques publiques d'insertion dans les territoires.

Les effets de territoire désignent de façon générique l'influence du contexte local sur les parcours de vie et sont parfois dénommés effets de quartier, effets de localisation ou effets de voisinage. Ils correspondent à l'ensemble des pénalités ou des avantages associés à l'environnement de proximité qui influencent les trajectoires individuelles dans des domaines divers tels que l'éducation, la formation, l'accès à l'emploi et le parcours professionnel. Ces effets transitent par une pluralité de mécanismes dont l'identification et la mesure posent d'importantes difficultés méthodologiques (voir par exemple Manski, 2013). Ils font l'objet d'une abondante littérature, principalement nord-américaine, à la fois en économie et en sociologie. Les survols de Ellen et Turner (1997) ou encore, ceux publiés en français par Marpsat (1999) et Vallet (2005) ont contribué à la diffusion de cette littérature.

L'objet de cette étude est de mesurer ce type d'effet à l'échelle des territoires français ultra-marins. Il s'agit de contribuer à la mesure de la contribution du territoire à l'insertion des jeunes, en comparant des jeunes de caractéristiques proches qui ont suivi le même type de formation. Notre mesure est partielle, parce qu'elle ne porte que sur un seul dispositif de formation, mais elle est très fortement contrôlée, à la fois du point de vue des caractéristiques des jeunes, de leur domaine professionnel et des systèmes de formation.

Le Service Militaire Adapté (SMA) est l'un des principaux dispositifs de formation accessibles aux jeunes en outre-mer. Il sélectionne, avec les mêmes critères, des jeunes volontaires en difficulté d'insertion, le plus souvent déscolarisés, dans ses sept territoires d'implantation : La Réunion, Mayotte, Martinique, Guadeloupe, Guyane, Polynésie française et Nouvelle Calédonie. Une fois recrutés, ces jeunes éloignés de l'emploi et de la formation suivent partout les mêmes parcours ultra-intensifs de formation sur une durée moyenne de 6 à 8 mois. Les deux premiers mois sont consacrés à la formation militaire initiale tandis que les mois suivants sont consacrés à la formation professionnelle sur un métier en tension, dans un domaine où

l'armée a développé des relations partenariales avec des acteurs locaux. Dans ce contexte, les différences des trajectoires professionnelles des jeunes sortants du SMA d'un territoire à l'autre ne reflètent ni des différences dans les caractéristiques des jeunes, ni celles du contenu des formations. Elles peuvent éclairer des effets de territoire.

Notre objectif dans cette étude est de mesurer les trajectoires des jeunes à long terme, dans les trois années qui suivent leur sortie du SMA, à l'aide d'une méthodologie de nature descriptive qui consiste en une enquête par questionnaire auprès de jeunes sortants du SMA permettant de connaître leurs trajectoires d'insertion depuis la sortie du dispositif. Nous avons déployé le même type d'enquête par questionnaire auprès des jeunes sortant du Service Militaire Volontaire (SMV), qui est la transposition du SMA dans l'hexagone, expérimentée depuis 2015 avant d'être pérennisée à partir de 2019. Cette enquête nous a permis d'établir qu'un profil type de jeunes était formé par le SMV dont les caractéristiques socio-démographiques étaient invariantes d'une cohorte à l'autre (Anne et L'Horty, 2022). Nous avons également utilisé le même dispositif d'enquête à des fins d'évaluation de l'impact du SMA sur l'accès des jeunes à l'emploi (Anne *et al.*, 2020).

La première section redonne des éléments de contexte sur le contenu du dispositif de formation. La deuxième section présente l'enquête et l'échantillon des répondants qui sont tous des sortants du SMA. La troisième section analyse leurs trajectoires individuelles en les comparant d'un territoire à l'autre.

1. Un dispositif intensif de formation des jeunes : le SMA

Créé sur décision de Michel Debré, Premier ministre, et à l'initiative du général Némou, le Service Militaire Adapté (SMA) est né en 1961 dans les Antilles avant d'être transposé en 1965 à La Réunion, et en 1989 en Polynésie. S'il est devenu une institution assez consensuelle à la fois en outre-mer et dans l'hexagone, il a été mis en œuvre à l'origine dans le contexte des émeutes urbaines des jeunes martiniquais de décembre 1959 et symbolisait alors pour ses détracteurs une expression du colonialisme français (Mary, 2016).

Le SMA accueille chaque année près de 6000 jeunes dans sept départements et territoires d'outre-mer et autant de régiments éponymes. Ciblé sur les jeunes en difficulté d'insertion, il constitue le principal programme d'accompagnement et de formation accessible dans les outre-mer français. Par exemple, près de 50 000 réunionnais sont d'anciens stagiaires du SMA. Ce programme est l'une des rares politiques publiques née en outre-mer avant d'être transposée dans l'hexagone, où il a inspiré l'EPIDE en 2005 puis le Service Militaire Volontaire en 2015.

Le dispositif consiste à proposer à des filles ou garçons âgés de moins de 25 ans, sortis sans diplôme ni qualification du système scolaire, un accompagnement intensif de six à douze mois dans un cadre militaire dans le but de favoriser leur insertion économique et sociale. Il est principalement ciblé sur des jeunes identifiés comme décrocheurs, qui ne sont ni en formation initiale, ni en formation professionnelle, ni en emploi (les Neets, *Neither in Education, in*

Employment and in Training). Les objectifs de formation sont variés et s'adaptent aux besoins de chaque territoire en ciblant des professions localement en tension. Ces professions existent souvent à la fois dans le civil et dans les armées. Il s'agit par exemple, d'agents multi-techniques des métiers du bâtiment, d'agents de prévention de sécurité, d'agents d'entretien d'espace vert, d'agents polyvalents de restauration, d'assistant de gestion administrative, etc.

Après un premier mois d'acclimatation, l'accompagnement consiste à développer la formation civique et citoyenne (tenue, ponctualité, respect des règles de vie en collectivité...), avec une remise à niveau scolaire (lire-écrire-compter), une formation professionnelle élémentaire dans le cadre d'enseignements de base, d'une immersion professionnelle ou de chantiers internes, ainsi qu'un entraînement physique et la participation à des missions d'intérêt public, éventuellement qualifiantes.

Répertoriés par les missions locales et le dispositif du service national grâce à la journée défense et citoyenneté (JDC), les jeunes qui suivent ce cycle sur la base du volontariat bénéficient d'une aide monétaire, qui ajoute à l'attractivité du dispositif au-delà de la dimension formation. Les volontaires stagiaires bénéficient d'une solde forfaitaire fixée à 370 € (tout en étant logé et nourri). Les jeunes incorporés ont aussi la possibilité de valider leur permis de conduire durant leur séjour au sein du SMA.

2. Une enquête auprès des sortants du SMA

Dans cette étude, nous nous appuyons sur une enquête légère auprès d'un large échantillon de jeunes sortants du SMA nous permettant de suivre l'insertion sociale et économique des jeunes, en fonction de leurs caractéristiques individuelles et de la nature de la formation suivie dans le cadre de leur SMA. L'objectif est de comparer les trajectoires de sortie des jeunes afin de mettre en évidence des différences assimilables à des effets de territoire.

L'enquête reprend en l'aménageant le questionnaire DESTINIE qui a été conçu à des fins de suivi des jeunes sortant du Service Militaire Volontaire (Anne et L'Horty, 2022). La nouvelle version du questionnaire couvre les caractéristiques socio-démographiques (âge, sexe, date d'entrée dans le SMA, diplôme...), la situation vis-à-vis de l'emploi depuis la sortie du SMA (type de contrat, durée du travail, rémunération, nature de l'employeur, mode de recherche d'emploi, type de difficulté rencontrées dans l'accès à l'emploi, ...), la situation vis-à-vis de de la formation (type de formation suivi, obstacles rencontrés,...), un calendrier rétrospectif d'activité, la situation de logement, la mobilité (permis de conduire, usages des différents moyens de transport, ...).

Le questionnaire peut être renseigné en moins de 10 minutes et il a été conçu et rédigé pour que les jeunes, même dépourvus de toute qualification, y répondent facilement et rapidement. La version en ligne du questionnaire est reproduite de façon complète en annexe 1.

2.1. Tailles d'échantillon

L'enquête a été administrée en mai et juin 2024 auprès d'un échantillon de 8581 jeunes sortants du SMA, dans les 7 RSMA. Cet échantillon a été construit à partir d'une base plus large contenant 10 967 individus à laquelle l'état-major du SMA nous a donné accès. Ces individus sont des sortants du SMA de différentes anciennetés, de quelques mois à plusieurs années. Les enregistrements de fichier étant de qualité variable, avec un grand nombre d'adresses incomplètes, nous avons pu réaliser effectivement 8581 envois de courriels et de SMS auprès de jeunes sortants. Nous avons envoyé un lien vers l'enquête en ligne à la totalité de ces jeunes et nous avons effectué des relances pour avoir un taux de réponse satisfaisant. Parmi l'ensemble des envois, on dénombre une proportion d'erreurs non négligeables, liées à des erreurs d'adresse et au fait que l'enquête a été administrée par voie électronique à partir de l'hexagone à destination de populations situées dans des territoires très éloignés. On dénombre 1151 envois invalides, 374 indélivrables et 20 autres erreurs d'envois, soit 1545 questionnaires qui ne sont pas parvenus à leur destination. L'enquête a donc été effectivement administrée à 7036 jeunes.

On compte 2047 réponses à ces envois, dont 1527 réponses incomplètes et 520 réponses complètes. Le taux de retours à l'enquête est donc de 29,1% tandis que le taux de réponses complètes est de 7,4 %. Le détail par régiment figure dans le tableau 1. CF-SMA désigne un petit contingent de jeunes sortants du centre de formation basé en métropole. Le régiment de Mayotte (CF-MY) concentre l'essentiel des envois invalides et correspond au final à un nombre insuffisant de réponses complètes (N=18) pour être exploitable. Le régiment de Polynésie Française (RSMA-PF) rassemble quant à lui trop peu d'individus ayant répondu au questionnaire. L'enquête couvre finalement un nombre suffisant de répondants, supérieur à 30 réponses complètes, dans 5 territoires : Martinique (RSMA-MA), Guadeloupe (RSMA-GA), Guyane (RSMA-GY), La Réunion (RSMA-RE) et Nouvelle-Calédonie (RSMA-NC).

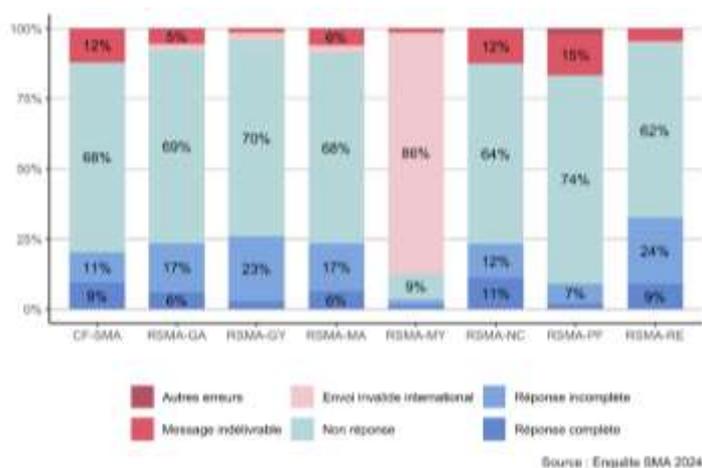
Tableau 1. Décomposition des réponses à l'enquête, par régiments

Régiments	Réponse complète		Réponse incomplète		Non réponse		Envoi invalide international		Message indélivrable		Autres erreurs		Total	
	Obs	%	Obs	%	Obs	%	Obs	%	Obs	%	Obs	%	Obs	%
CF-SMA	7	9,5	8	10,8	50	67,6	0	0,0	9	12,2	0	0,0	74	0,9
RSMA-GA	88	6,1	252	17,5	993	68,8	31	2,1	77	5,3	3	0,2	1444	16,8
RSMA-GY	38	2,8	315	23,2	946	69,7	38	2,8	21	1,5	0	0,0	1358	15,8
RSMA-MA	79	6,5	209	17,1	829	67,8	33	2,7	69	5,6	4	0,3	1223	14,3
RSMA-MY	18	1,5	23	1,9	113	9,4	1032	85,6	18	1,5	1	0,1	1205	14,0
RSMA-NC	31	11,1	34	12,2	179	64,2	0	0,0	34	12,2	1	0,4	279	3,3
RSMA-PF	3	2,1	10	6,9	107	74,3	0	0,0	21	14,6	3	2,1	144	1,7
RSMA-RE	256	9,0	676	23,7	1772	62,1	17	0,6	125	4,4	8	0,3	2854	33,3
Total	520	6,1	1527	17,8	4989	58,1	1151	13,4	374	4,4	20	0,2	8581	100

Source : enquête SMA - 2024

Le régiment de La Réunion, pour lequel on dispose au départ du plus grand nombre de contacts est aussi celui qui au final réunit le plus grand nombre de réponses complètes ou incomplètes au questionnaire. Ce sera le territoire pour lequel l'enquête donne les résultats les plus précis. A l'autre extrême, le territoire de la Nouvelle-Calédonie est celui pour lequel le nombre de réponses exploitables à l'enquête est le plus restreint. Selon les régiments, le taux de non réponse calculé sur la base de l'ensemble des envois oscille entre 62 % et 70 % (graphique 1).

Graphique 1. Taux de réponse par régiment

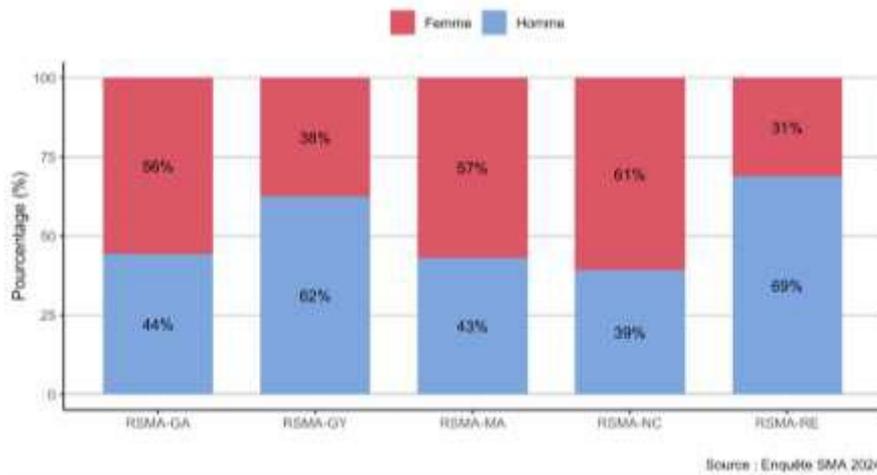


2.2. Caractéristiques des répondants

L'enquête permet de reconstituer le profil statistique des jeunes sortants du SMA. Le mode de sélection des jeunes est proche d'un territoire à l'autre. Il repose avant tout sur le volontariat des jeunes, mais aussi sur un entretien de motivation et sur un examen médical où est évaluée la capacité sportive des jeunes. En France métropolitaine, les jeunes sélectionnés par les différents régiments du service militaire ont des caractéristiques relativement proches et constantes dans le temps (Anne et L'Horty, 2022). Dans les outre-mer, des différences parfois importantes peuvent être constatées entre les territoires. Comme certaines des caractéristiques sur lesquelles des différences existent peuvent déterminer en partie les chances d'accéder à un emploi, il importe de les prendre en compte.

Ces différences concernent en premier la structure par sexe. Dans l'ensemble, les répondants sont majoritairement des hommes (62,1 %) mais cette caractéristique n'est pas partagée par tous les régiments. Parmi les répondants, les hommes apparaissent très majoritaires à la Réunion et en Guyane mais ils sont minoritaires dans les Antilles et en Nouvelle-Calédonie (graphique 2). En pratique, les sortants réunionnais sont sur-représentés dans l'échantillon total de répondants (tableau 1) et c'est la raison pour laquelle les hommes paraissent très majoritaires dans l'ensemble alors que les régiments sont plus proches de la parité.

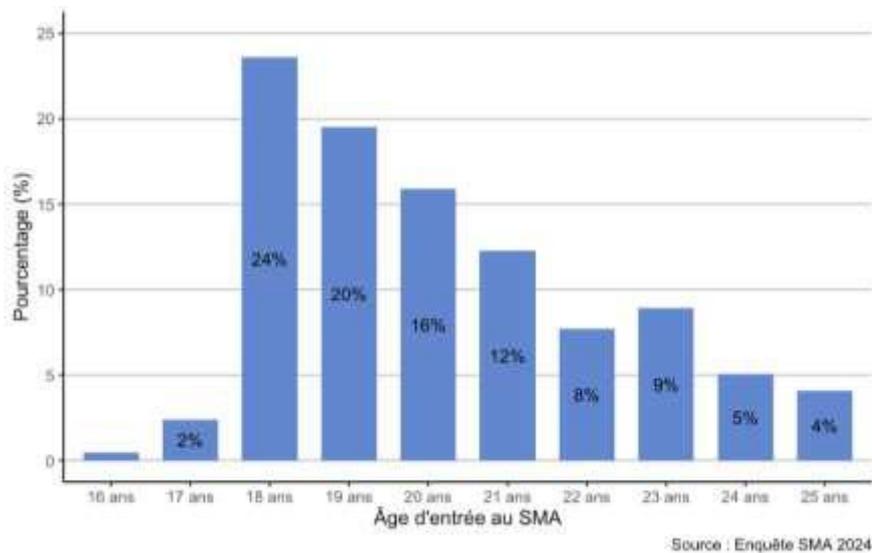
Graphique 2. Structure par sexe des répondants, selon les régiments



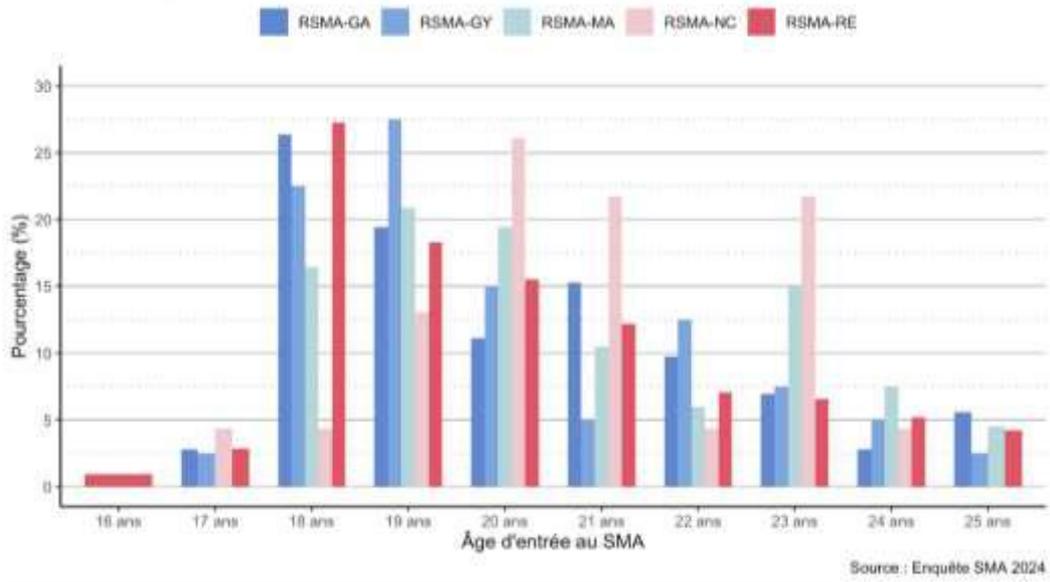
Les âges d'entrée sont compris entre 18 et 25 ans mais ils ne sont pas distribués de façon uniforme. La majorité des entrants est proche de 18 ans et la part de chaque année diminue avec l'âge (graphique 3-A), si bien que la proportion de jeunes âgés de 24 ou 25 ans est la plus faible. Le phénomène est observé dans tous les régiments à l'exception de la Nouvelle-Calédonie où la distribution par âge a davantage une forme de cloche avec un maximum à 20 ans (graphique 3-B).

Graphique 3. Structure par âge des répondants

3-A. Ensemble des régiments



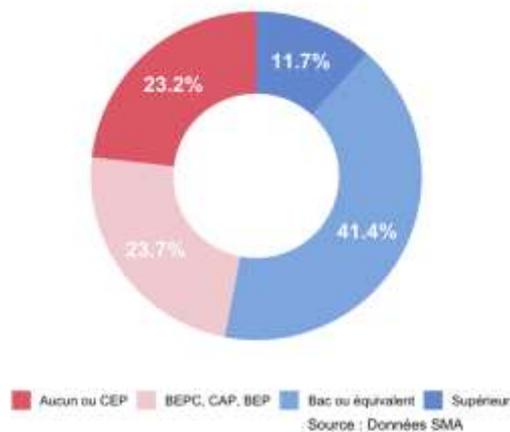
3-B. Selon les régiments



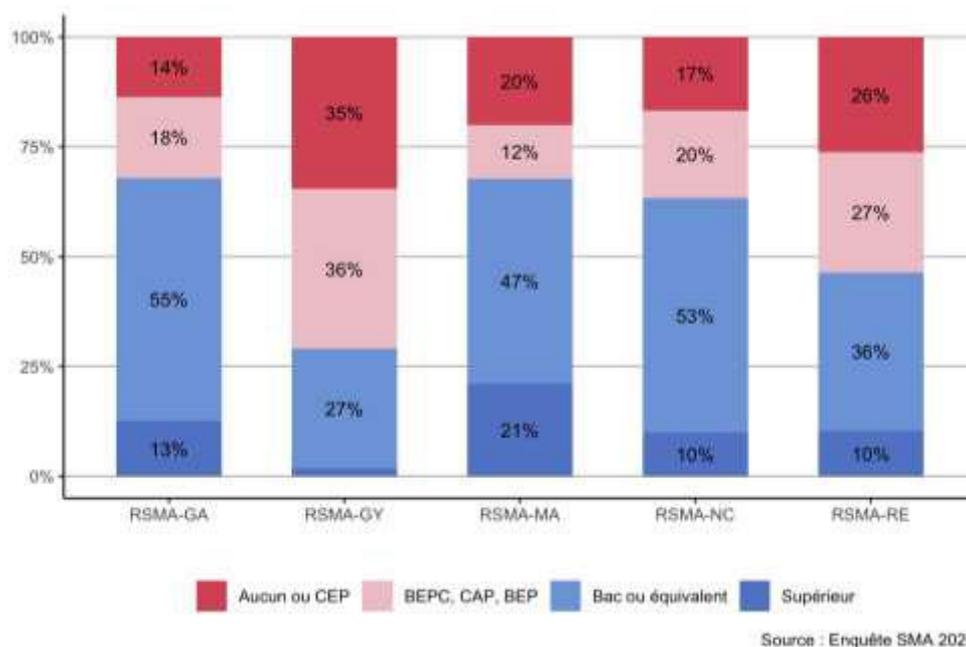
La structure par niveau de diplôme révèle que les répondants ne sont pas majoritairement des non diplômés. Pour l'ensemble des répondants, la proportion de bacheliers est de 53,1% tandis que la part des non diplômés est de 23,2 %. Sur cette caractéristique également, on observe des différences non négligeables selon les régiments. Les répondants sont plus diplômés en Martinique, en Guadeloupe et en Nouvelle-Calédonie et ils le sont nettement moins à La Réunion et en Guyane.

Graphique 4. Niveaux de diplôme des répondants

3-A. Ensemble des régiments



3-B. Selon les régiments



3. Les trajectoires des sortants du SMA

L'objectif principal de l'enquête est de décrire le parcours des sortants du SMA. Les résultats figurent de façon synthétique dans le graphique 4 qui présente la situation des jeunes dans les quatre années qui suivent leur sortie du SMA, avec une fréquence trimestrielle. Notons que le nombre de répondants diffère selon la durée écoulée depuis la sortie du SMA. Dans les trois premiers mois, on dispose de 382 réponses à l'enquête. Trois ans et six mois plus tard, les répondants ne sont plus que 115, soit parce qu'ils n'ont pas encore cette ancienneté vis-à-vis du SMA au moment de l'enquête, soit plus rarement parce qu'ils n'ont pas été au bout du questionnaire. Des petites variations des résultats d'un trimestre à l'autre sont causées par ces différences dans l'échantillon des répondants qui n'est pas stable au cours du temps.

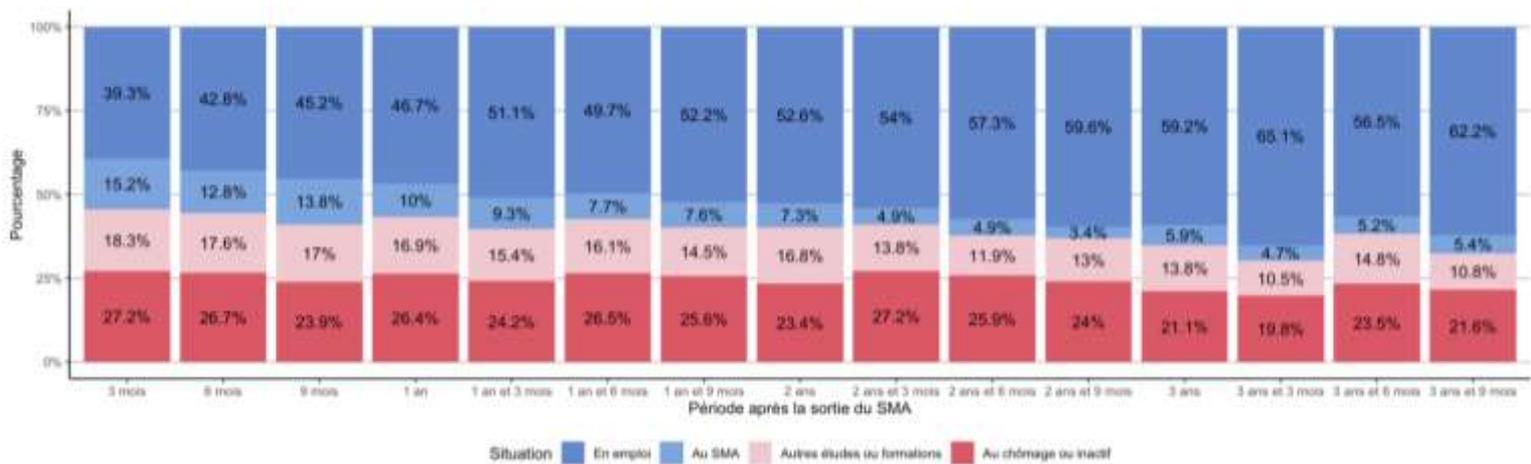
3.1. Données brutes

Le graphique 4 illustre globalement l'insertion professionnelle croissante des sortants du SMA. Selon les données de l'enquête, dans les trois mois qui suivent leur sortie du SMA, 72,8 % des jeunes sont d'ores et déjà en emploi ou en formation : 39,3 % sont en emploi, 15,2 % ont prolongé leur séjour au SMA au travers d'un changement de statut (ils ne sont plus volontaires stagiaires et ont rejoint les équipes d'encadrants), 18,3 % ont commencé de nouvelles études ou ont intégré une autre formation et 27,2% sont au chômage ou en inactivité. Deux années après leur sortie, 76,6 % sont en emploi ou en formation, soit près de 4 points de plus. 52,6 %, déclarent être en emploi, soit une hausse de 13,3 points de pourcentages, 7,3 % indiquent être encore en contrat avec le SMA, 16,8 % sont en étude ou en formation, et 23,4% sont au chômage ou en inactivité. Trois ans après la sortie du SMA, 78,9 % des sortants sont en emploi

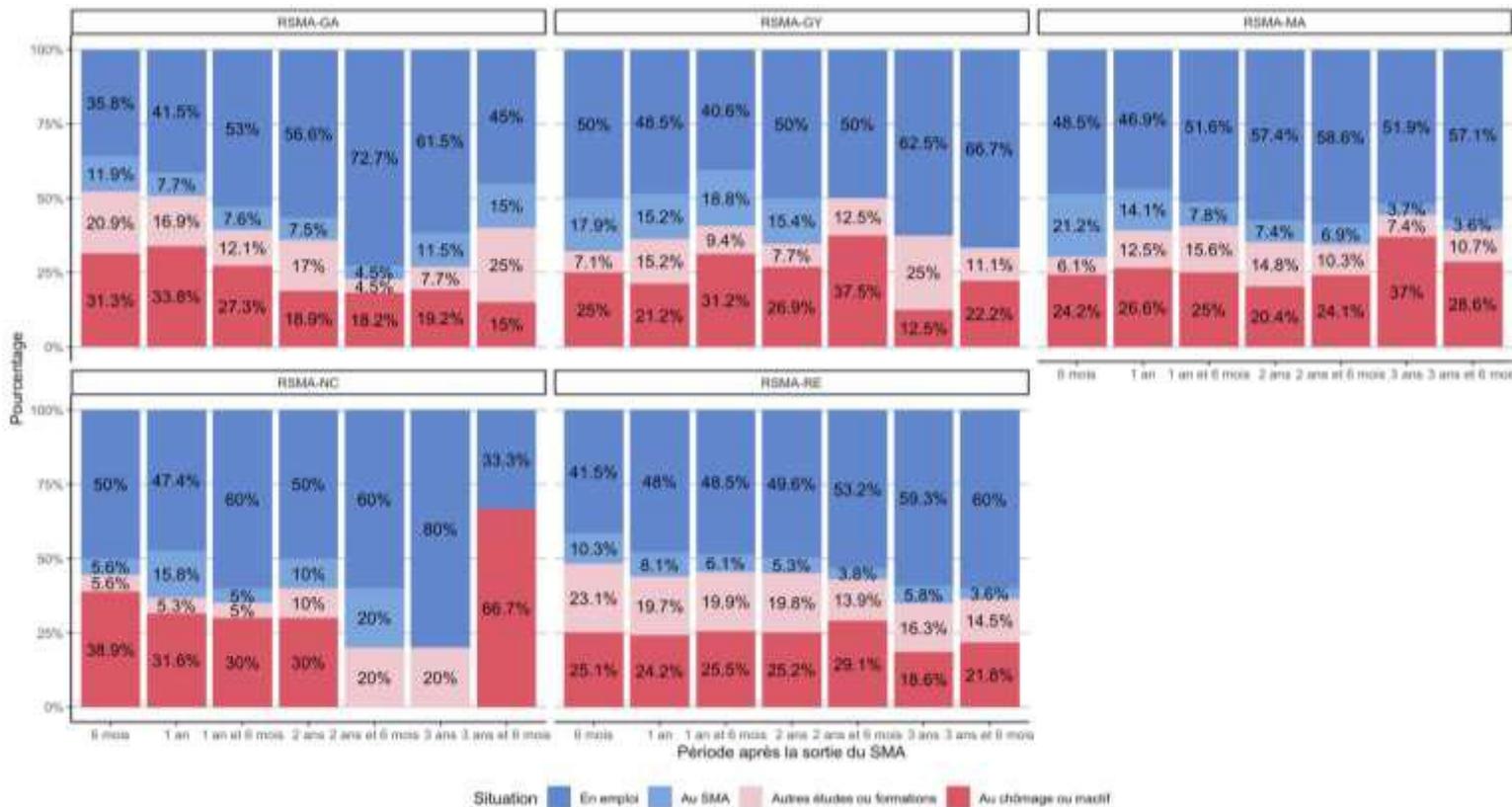
ou en formation, soit 7,1 points de plus qu’au départ. 59,2 % sont en emploi, 5,9 % au SMA, 13,8 % sont en étude ou en formation, et 21,1% sont au chômage ou en inactivité.

Graphique 4. Parcours des jeunes après le SMA

4-A. Ensemble des régiments



4-B. Selon les régiments



Ces parcours d’insertion sont ceux obtenus en moyenne pour l’ensemble des régiments. Le graphique 4-B présente les résultats détaillés pour chaque régiment. Certes, cette ventilation

est assez fragile puisque le nombre de répondants pour cette partie de l'enquête est parfois insuffisant à l'échelle de certains régiments, en particulier en Nouvelle-Calédonie et en Guyane. Elle permet néanmoins de visualiser des différences de niveaux dans les taux d'insertion entre les régiments.

3.2. Données toutes choses égales par ailleurs

Une difficulté est que les taux d'insertion bruts issus de l'enquête auprès des sortants du SMA sont affectés par des effets de composition. Comme nous l'avons constaté dans la section précédente, malgré des procédures de sélection des volontaires qui sont très proches d'un territoire à l'autre, il existe des différences entre les régiments selon la part des femmes, la structure par âge ou par niveaux de diplôme, autant de variables qui jouent un rôle déterminant dans l'insertion des jeunes. Nous présentons des graphiques par niveaux de diplômes dans le tableau A2 de l'annexe 2 qui montrent clairement que le diplôme améliore fortement l'insertion des jeunes. Dans les territoires où les sortants du SMA sont moins diplômés, tels que la Guyane ou La Réunion, on peut s'attendre à des taux d'insertion plus faibles sans que cela corresponde à un effet de territoire.

Il importe donc de neutraliser ces effets de composition. C'est ce qui est réalisé dans le graphique 5 qui présente les taux d'insertion à différents horizons simulés à partir d'un modèle toutes choses égales dont les résultats détaillés sont présentés en annexe 2. Les variables de contrôle pris en compte sont le sexe, le niveau de diplôme et la détention du permis de conduire, elle aussi assez variable selon les régiments (voir le graphique A1 en annexe 2).

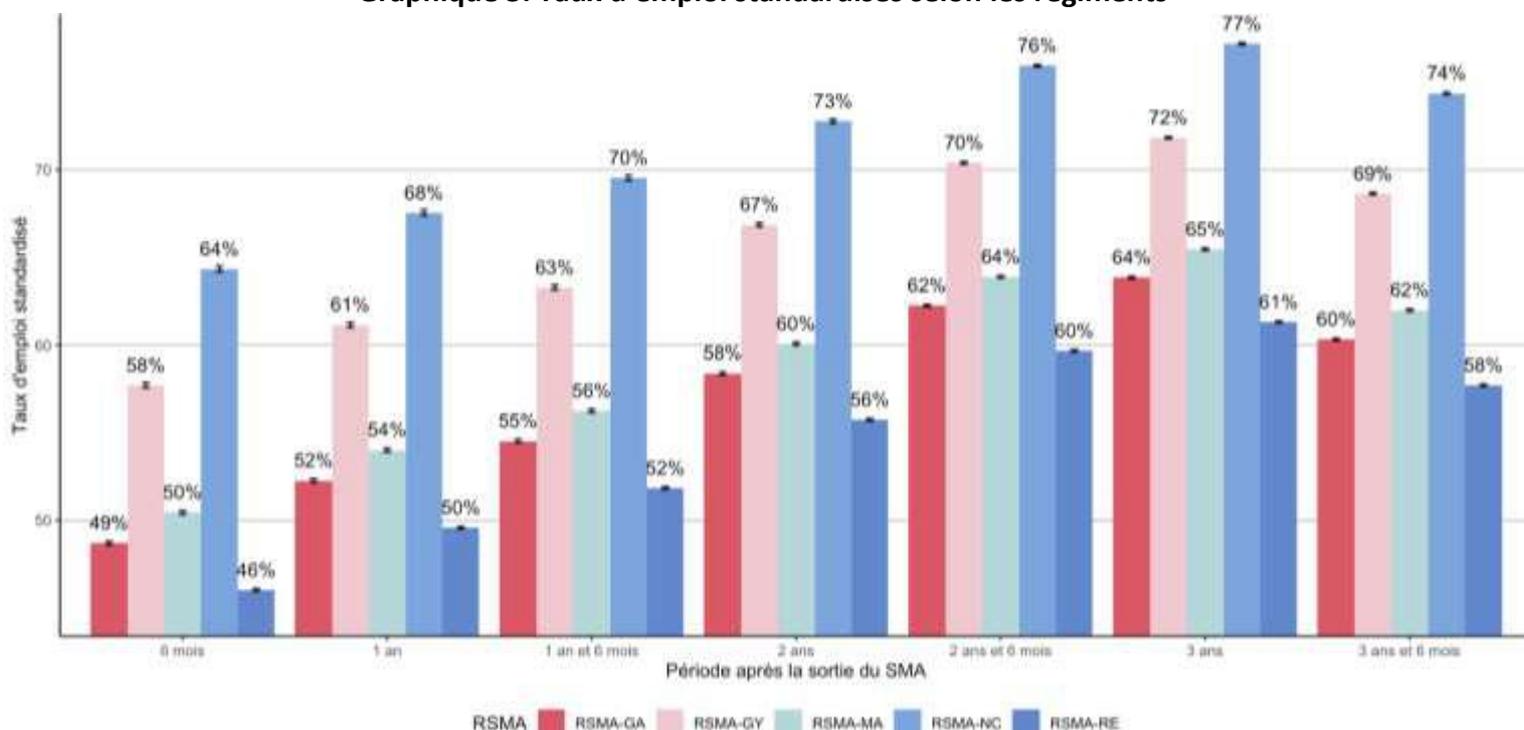
Comme dans le graphique précédent, on constate dans tous les régiments sans exception un mouvement d'amélioration de l'accès à l'emploi au fur et à mesure du temps passé depuis la sortie du SMA, à l'exception de la dernière période dont les données sont peu fiables compte tenu du faible nombre d'observations. Entre la situation six mois après la sortie du SMA et la situation trois ans plus tard, le taux d'emploi des jeunes augmente de 13 points en Nouvelle-Calédonie, de 14 points en Guyane, et de 15 points à La Réunion, en Guadeloupe et en Martinique. Exprimés sous forme relative, ces variations correspondent à des taux de croissance du taux d'emploi qui sont de 20,3 % en Nouvelle-Calédonie jusqu'à 32,6 % à La Réunion. En moyenne pour les 5 territoires, l'amélioration absolue du taux d'emploi est de 14,4 points et l'amélioration relative de 27,5 %, entre six mois et trois ans après la sortie du SMA.

On constate également des différences assez importantes entre les régiments. Puisque les écarts ne renvoient ni au contenu de la formation, semblable dans tous les territoires, ni à des différences dans les caractéristiques des jeunes, qui ont été neutralisées, elles correspondent selon nous aux effets du contexte local, spécifiques à chaque territoire. Les écarts s'interprètent comme des différences dans la capacité du territoire à infléchir le rendement d'un dispositif d'insertion tel que le SMA. Ces effets de territoire sont très marqués puisque

l'étendue de la distribution des taux d'insertion est de près de 20 points six mois après la sortie du SMA, ce qui correspond à un avantage territorial relatif de 39,1 % pour le territoire le plus favorable comparé au territoire le moins favorable.

La hiérarchie des territoires est relativement stable à tous les horizons. Les taux d'accès à l'emploi sont les plus faibles pour La Réunion (46 % à six mois, 56 % à deux ans, 61 % à trois ans) et les plus élevés en Nouvelle-Calédonie (64 % à six mois, 73 % à deux ans, 77 % à trois ans). La Guyane présente des taux d'insertion parmi les plus élevés, mais en deçà de ceux de la Nouvelle-Calédonie. Les taux d'insertion de la Guadeloupe et la Martinique sont proches et se situent à un niveau intermédiaire entre La Réunion et la Guyane.

Graphique 5. Taux d'emploi standardisés selon les régiments



Source : Enquête SMA 2024

Conclusion

La capacité d'un dispositif intensif de formation et d'accompagnement des jeunes tel que le SMA à insérer durablement ses stagiaires dépend de façon importante d'un contexte local plus ou moins favorable. C'est le cas également, de façon plus générale, pour l'ensemble des politiques publiques de formation dont la valeur ajoutée pour les bénéficiaires dépend aussi d'un contexte local plus ou moins porteur. Dans cette étude, nous parvenons à mesurer de façon relativement précise ces effets de territoire en comparant les taux d'insertion des jeunes dans les quatre années qui suivent leur sortie du SMA. Un contexte local favorable peut aller jusqu'à augmenter de près de 40 % l'accès à l'emploi des jeunes.

Ces différences de taux d'insertion reflètent l'influence d'un contexte local plus ou moins propice à l'insertion des jeunes par la formation. Plus précisément, elles capturent la capacité d'un dispositif de formation intensif et ciblé sur les jeunes éloignés de l'emploi, tel que le SMA, à apporter la bonne solution en matière d'insertion compte tenu du contexte local. Elles renvoient dès lors à la fois à des effets du côté de la demande des entreprises pour des jeunes sortants de formation et à des effets du côté de l'offre alternative de formation au niveau local. Du côté de la demande, les différences d'insertion selon les territoires expriment les degrés variés de dynamisme économique local, de besoins en main-d'œuvre et les difficultés des entreprises à recruter. Les taux d'insertion élevés en Nouvelle-Calédonie peuvent ici être rapprochés du dynamisme économique de ce territoire qui compte parmi les petites économies insulaires les plus développées (Goujon et Hoarau, 2015). Du côté de l'offre, les écarts de taux d'insertion expriment aussi l'existence et le dynamisme de dispositifs concurrents de formation, qui sont de nature à limiter l'additionalité du SMA. Il nous semble que l'effet territoire assez élevé de la Guyane peut refléter le faible développement de l'appareil local de formation, tandis que l'effet faible obtenu pour La Réunion exprime sans doute la présence tangible d'une offre alternative de formation.

Références bibliographiques

Anne, D., Chareyron, S., & L'Horty, Y. (2020). In the army now... Evaluating an intensive training program for youth. *Education Economics*, 28(2), 196-210.

Anne, D., & L'Horty, Y. (2022). Anatomie d'un programme de formation intensif: le service militaire volontaire. *Formation emploi. Revue française de sciences sociales*, (160), 7-29.

Chantreuil, F., Hoarau, J-F., Lebon, I., L'Horty, Y., Mathouraparsad S. (2024). « Economie des Outre-Mer français : une introduction », *Revue économique*, vol 75, n°3, mai 2024, pp 413-423.

Ellen, I. G., & Turner, M. A. (1997). Does neighborhood matter? Assessing recent evidence. *Housing policy debate*, 8(4), 833-866.

Goujon, M., & Hoarau, J. F. (2015). « Une nouvelle mesure du développement des économies ultramarines françaises à travers l'application de l'indicateur de développement humain «hybride». *Région et Développement*, 42, 55-78.

L'Horty, Y., & Morin, P. (2016). Économie des quartiers prioritaires: une introduction. *Revue économique*, 67(3), 373-389.

Manski, C. F. (2013). Identification of treatment response with social interactions. *The Econometrics Journal*, 16(1), S1-S23.

Marpsat, M. (1999). La modélisation des " effets de quartier " aux États-Unis: Une revue des travaux récents. *Population*, 303-330.

Mary, S. (2016). « La genèse du service militaire adapté à l'Outre-Mer: un exemple de rémanence du passé colonial dans la France des années 1960 ». *Vingtième siècle*, (4), 97-110.

Vallet, L. A. (2005). La mesure des effets de quartier/voisinage: un objet important et difficile à la croisée des sciences sociales. *Revue économique*, 56(2), 363-369.

ANNEXE 1.

Questionnaire de l'enquête auprès des jeunes sortants du SMA



MINISTÈRE
DES OUTRE-MER
*Liberté
Égalité
Fraternité*

TEPP CNRS
Université
Gustave Eiffel

Le SMA
Notre victoire : leur réussite



Enquête de suivi
Cliquez sur "Suivant" pour démarrer

← Précédent | | Suivant →



TEPP CNRS

SMA

Présentation de l'enquête de suivi

Nous sommes une équipe de recherche du CNRS* et nous réalisons une étude sur les parcours des anciens volontaires du SMA, pour le compte de l'état-major du SMA.

Nous vous envoyons ce questionnaire pour connaître votre situation depuis que vous avez quitté le SMA.

Les réponses seront traitées de façon purement statistique et de manière anonyme.

Le questionnaire ne vous prendra que quelques minutes.

Cliquez sur "suivant" ci-dessous pour commencer.

* Fédération de recherche TEPP n°2042 du CNRS.

← Précédent | | Suivant →

AVERTISSEMENT

Les volontaires stagiaires ou anciens volontaires stagiaires auprès desquels sont recueillies les informations nominatives sont informés :

- Qu'il leur est demandé de fournir la totalité des renseignements nominatifs demandés ;
- Que seuls les organismes traitant des volontaires du Service Militaire Adapté peuvent être destinataires de ces renseignements dont le caractère confidentiel sera préservée et la protection assurée ;
- Qu'un droit d'accès et de rectification pour les informations individuelles les concernant dans le cadre de l'étude leur est ouvert sur simple demande de leur part à l'autorité responsable de l'étude (contact : yannick.lhorty@univ-eiffel.fr).

Je, soussigné, M., Mme, (écrire vos nom et prénoms) :

Reconnais être averti(e) de l'application de la loi n°2004-801 du 06 août 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.
Cocher "Oui" ci-dessous pour le confirmer.

Oui (démarrer l'enquête)

Non (fin de l'enquête)

← Précédent

Suivant →

Renseignements individuels

Quel est votre sexe?

Féminin

Masculin

Autre / Ne souhaite pas répondre

Et votre date de naissance ?

Par ex : 12/05/2004

← Précédent

Suivant →

Parcours SMA

Indiquez ici votre date d'entrée au SMA

Par ex : 04/2020 pour avril 2020

Combien de mois avez-vous passé au SMA?

On s'intéresse maintenant aux motivations qui vous ont poussé à entrer au SMA. Pour chacune des propositions, indiquez si elle était importante pour vous.

	Très important	Important	Assez important	Pas important du tout
Les valeurs militaires, le désir d'intégrer l'armée	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Apprendre un métier / une formation	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Passer le permis de conduire	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Devenir indépendant de votre famille	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

← Précédent

Suivant →

Permis de conduire

Avez-vous un de ces permis de conduire?

	Oui, je l'avais avant d'entrer au SMA	Oui, je l'ai eu pendant le SMA	Oui, je l'ai eu après avoir quitté le SMA	Non
Mobylette ou scooter (BSR)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Moto (A1 ou A : + de 125 cm3)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Auto (B)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Poids lourds (C)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Autobus (D)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Un ou plusieurs CACES (Engins de chantier, de manutention...)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

← Précédent

Suivant →

Niveau de diplôme

Quel était votre niveau de diplôme le plus élevé quand vous avez intégré le SMA?

Aucun diplôme, CEP, CFG, Brevet des collèges

CAP, BEP, diplôme technique inférieur au baccalauréat

Baccalauréat général, technologique ou professionnel

Diplôme supérieur au baccalauréat

Avez-vous obtenu un ou des diplômes depuis votre entrée au SMA (CAP, BEP...)?

Oui, pendant le SMA

Oui, après avoir quitté le SMA

Oui, pendant et après avoir quitté le SMA

Non

Rappel : le permis de conduire ou le CACES ne sont pas des diplômes.

← Précédent

Suivant →

Quel est maintenant votre niveau de diplôme le plus élevé?

CEP, CFG, Brevet des collèges

CAP, BEP, diplôme technique inférieur au baccalauréat

Baccalauréat général, technologique ou professionnel

Diplôme supérieur au baccalauréat

Quel est le nom précis de ce diplôme?

Entrez votre texte ici

← Précédent

Suivant →

Travaillez-vous...

Combien de jours au total avez-vous travaillé depuis un mois ?

Combien d'heures par semaine (en moyenne)

Avez-vous travaillé plus de 70 heures dans le mois (soit 2 semaines à temps plein)?

Souhaltriez-vous effectuer un nombre d'heures de travail rémunéré plus important?

Combien avez-vous gagné en salaire le mois dernier?

Indiquez 0 si vous n'avez touché aucun revenu d'activité.

Recherche d'emploi

Actuellement, cherchez-vous un emploi (ou un autre emploi)?

Oui

Non

Aller à '62-Suivi_formation' si 56. Recherche_emploi parmi "Non".

← Précédent

Suivant →

Depuis combien de mois recherchez-vous un emploi?

mois

Au cours des 6 derniers mois, avez-vous...

(Plusieurs réponses possibles)

Contacté une agence, une association ou un forum des métiers (Pôle Emploi, mission locale, agence d'interim...)

Répondu à une offre d'emploi, fait une candidature spontanée, contacté des amis ou de la famille...

Passé un concours de la fonction publique

Recherché ou effectué une formation pour augmenter vos chances de trouver un emploi

Autre

Si 'Autre' précisez :

← Précédent

Suivant →

A quelles difficultés êtes-vous confronté-e pour trouver un emploi?

(Plusieurs réponses possibles)

<input type="checkbox"/> Peu / pas d'offres d'emploi (dans votre domaine ou à proximité géographique)	<input type="checkbox"/> Problèmes de mobilité - transport
<input type="checkbox"/> Problème de santé, handicap, maladie	<input type="checkbox"/> Problèmes personnels
<input type="checkbox"/> Pas d'appui dans ses démarches, aucune aide proposée, ne sait pas où /comment chercher du travail ou une formation	<input type="checkbox"/> S'occupe de ses enfants, d'un parent...
<input type="checkbox"/> Manque de motivation	<input type="checkbox"/> Discrimination de la part des employeurs potentiels
<input type="checkbox"/> Aucune difficulté particulière	<input type="checkbox"/> Autre

Si 'Autre' précisez :

Depuis votre départ du SMA, avez-vous suivi une formation rémunérée ou non rémunérée?

Oui Non

Formation

Combien de formations différentes avez-vous suivi depuis que vous avez quitté le SMA?

Depuis votre sortie du SMA, avez vous suivi l'un de ces dispositifs ?

(Plusieurs réponses possibles)

Service civique*	Accompagnement intensif Jeune par Pôle Emploi*	Contrat d'apprentissage ou contrat de professionnalisation	Formation professionnelle
Autre dispositif de formation et d'accompagnement ciblé sur les jeunes : Garantie jeune, EPIDE, école de la deuxième chance, ...	Reprise d'études - Formation initiale	Autre	

Si 'Autre' précisez :

* Sur une durée d'au moins 6 mois

← Précédent

Suivant →

Logement et Mobilité

Depuis un an, avez-vous changé de logement ?

Oui	Non
-----	-----

← Précédent

Suivant →

Avez-vous changé de commune de résidence?

Oui

Non

← Précédent

Suivant →

Où habitez-vous maintenant?

Dans le même département que celui où vous avez fait
votre SMA

Dans l'hexagone

Dans un autre département d'Outre-Mer

Hors de France

← Précédent

Suivant →

Fin de l'entretien

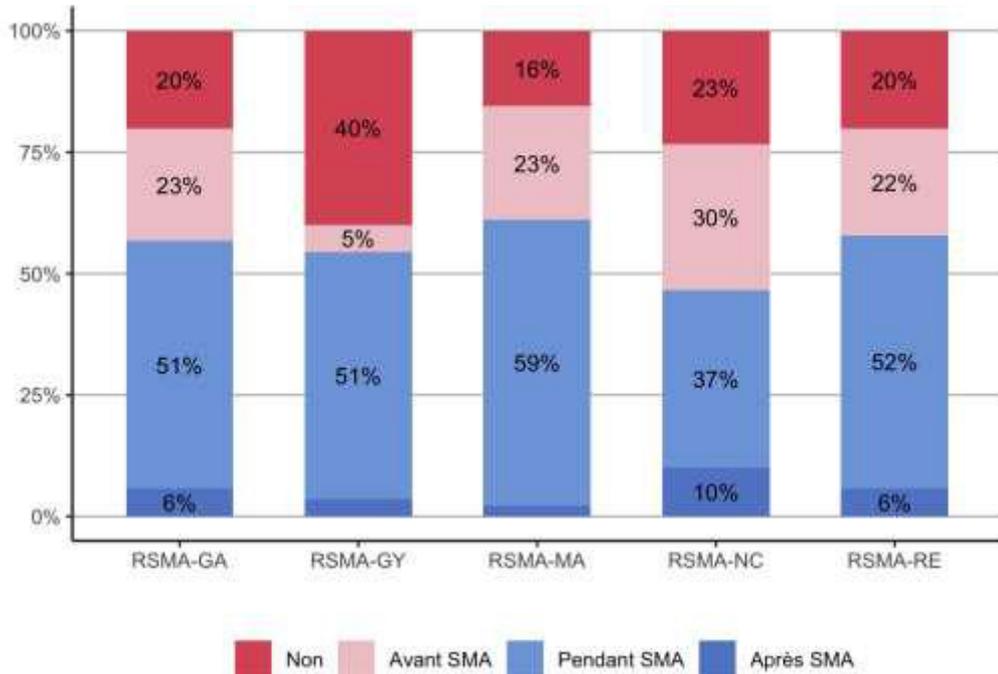
Cliquez sur "Enregistrer"

← Précédent

▼ Enregistrer

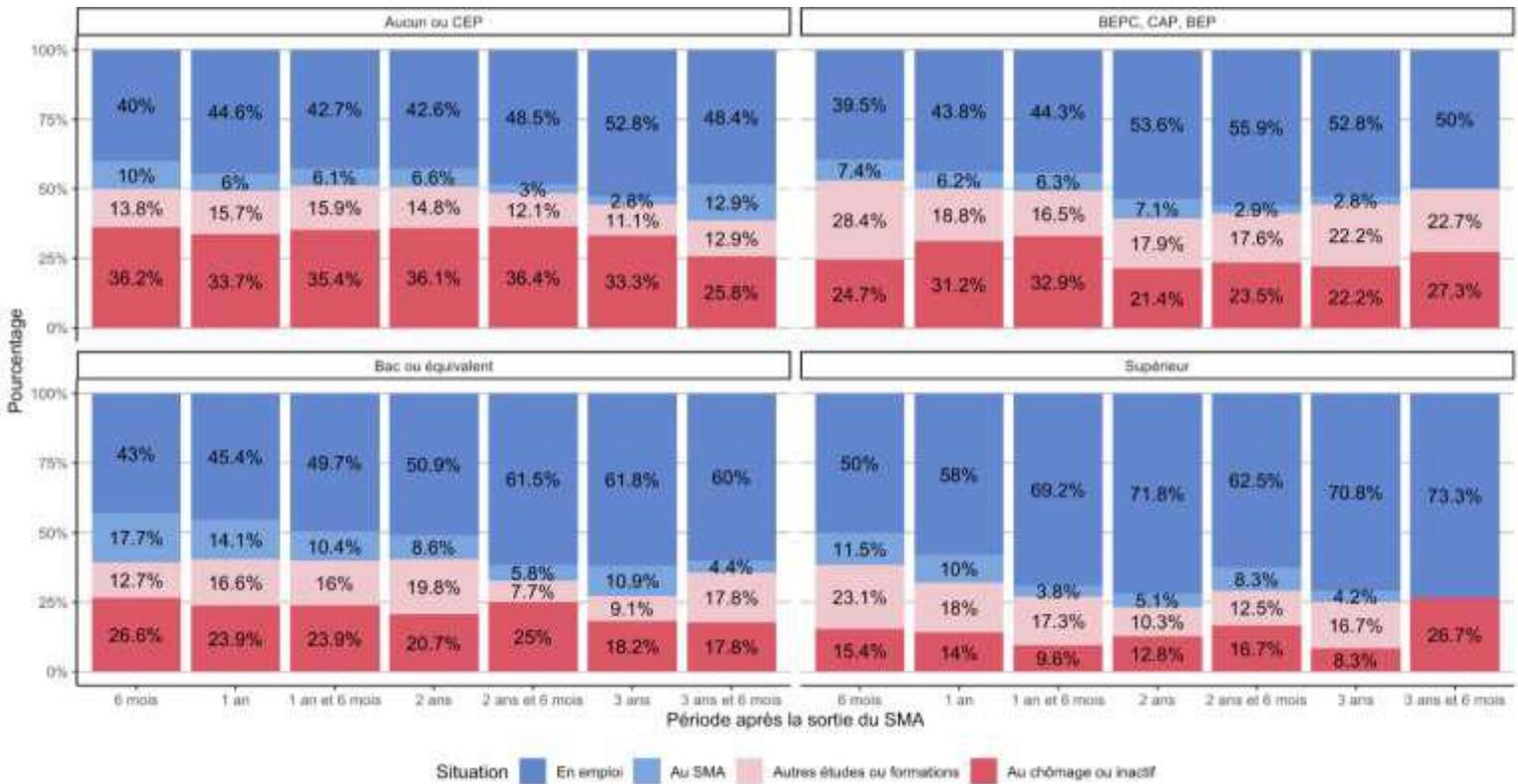
ANNEXE 2. Résultats complémentaires

Graphique A1. Détention du permis de conduire, selon les régiments



Source : Enquête SMA 2024

Graphique A2. Trajectoires d'insertion selon le niveau de diplôme



Source : Enquête SMA 2024

Tableau A1. Résultats détaillés des estimations

	Odds-ratio	95% CI	p-value
Sexe			
Femme	<i>Ref.</i>	<i>Ref.</i>	
Homme	1.91	1.64 ; 2.24	<0.001
Education			
Aucun diplôme ou CEP	<i>Ref.</i>	<i>Ref.</i>	
BEPC, CAP, BEP	1.19	0.96 ; 1.47	0.11
Bac ou équivalent	1.80	1.49 ; 2.18	<0.001
Supérieur	3.14	2.44 ; 4.06	<0.001
Permis			
Non	<i>Ref.</i>	<i>Ref.</i>	
Oui	1.43	1.15 ; 1.78	0.001
RSMA			
RSMA-GA	<i>Ref.</i>	<i>Ref.</i>	
RSMA-GY	1.46	1.06 ; 2.03	0.021
RSMA-MA	1.08	0.84 ; 1.37	0.6
RSMA-NC	1.96	1.34 ; 2.89	<0.001
RSMA-RE	0.89	0.73 ; 1.09	0.3
Periode			
3 mois	<i>Ref.</i>	<i>Ref.</i>	
6 mois	1.09	0.79 ; 1.50	0.6
9 mois	1.26	0.92 ; 1.75	0.2
1 an	1.27	0.92 ; 1.75	0.15
1 an et 3 mois	1.54	1.12 ; 2.13	0.008
1 an et 6 mois	1.38	1.00 ; 1.90	0.047
1 an et 9 mois	1.57	1.11 ; 2.21	0.011
2 ans	1.67	1.18 ; 2.37	0.004
2 ans et 3 mois	1.65	1.14 ; 2.38	0.008
2 ans et 6 mois	1.96	1.28 ; 3.01	0.002
2 ans et 9 mois	1.98	1.30 ; 2.92	0.002
3 ans	2.10	1.38 ; 3.21	<0.001
3 ans et 3 mois	2.72	1.60 ; 4.74	<0.001
3 ans et 6 mois	1.78	1.12 ; 2.85	0.015
3 ans et 9 mois	2.33	1.10 ; 5.21	0.032`

TEPP Rapports de Recherche 2024

24-13. Prévenir les discriminations par une action de formation : une évaluation

Laetitia Challe, Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty, Pascale Petit

24-12. Discrimination à l'embauche des femmes voilées en France : un test sur l'accès à l'apprentissage

Denis Anne, Arynata Bagayoko, Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty

24-11. Les discriminations ne prennent pas de vacances : Un état des lieux dans l'hébergement de loisir

Denis Anne, Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty

24-10. Peut-on parler de discriminations dans l'accès à l'école?

Denis Anne, Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty

24-9. Discriminations, une exception culturelle?

Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty

24-8. L'apport de données localisées pour évaluer l'empreinte économique d'une université : Une application à l'université Gustave Eiffel

Laetitia Challe, Yannick L'Horty

24-7. Les discriminations à l'embauche dans l'enseignement supérieur et la recherche

Laetitia Challe, Yannick L'Horty, Pascale Petit, François-Charles Wolff

24-6. La mobilité professionnelle des personnes en situation de handicap : une étude de cas sur l'établissement public de la Caisse des Dépôts

Yannick L'Horty, François Maheu

24-5. Quelles préférences spatiales pour la localisation des parcs éoliens en mer ?

François-Charles Wolff, Pierre-Alexandre Mahieu, Brice Trouillet, Alexia Pigeault, Nicolas Rollo

24-4. Télétravailler : du choc de la pandémie à son adoption durable

Serge Blondel, Loïc Corven, François Langot, Jonathan Sicsic

24-3. Sélection à l'entrée en master : les effets de l'origine et de la religion

Denis Anne, Sylvain Chareyron, Berlanda Desuza Fils-Aimé, Yannick L'Horty

24-2. Discriminations dans l'accès aux associations sportives : les effets du genre, de l'origine et du revenu

Denis Anne, Florian Moussi-Beylie

24-1. L'indice de diversité patronymique : enjeux, principes et applications

Moussa Kheddache, Yannick L'Horty

TEPP Rapports de Recherche 2023

23-13. La taxation du capital : pourquoi ? Comment ?

Etienne Lehmann

23-12. Pénalités périphériques et accès à l'emploi

Yannick L'Horty

23-11. Un modèle d'équilibre général calculable pour analyser les effets de la transition énergétique à La Réunion

Avotra Narindranahary, Olivia Ricci

23-10. Les inégalités économiques et sociales dans les Outre-Mer français : un héritage de l'histoire et des institutions coloniales

Jean-François Hoarau

23-9. Programme "Passeport Compétences / Badges numériques" Régions Bourgogne-Franche-Comté et Normandie

Equipe porteuse : Crem Caen, Tepp

23-8. Inégalités de niveau de vie en Nouvelle-Calédonie, l'impact du nickel : mesure et décomposition

Frédéric Chantreuil, Isabelle Lebon, Heloïse Rozier

23-7. Analyse de l'Impact économique Local des établissements caennais d'Enseignement Supérieur et de Recherche

Frédéric Chantreuil, Isabelle Lebon, Samuel Lerestif

23-6. Décomposition des inégalités liées au genre au sein de la fonction publique

Mathieu Bunel, Frédéric Chantreuil, Frédéric Gavrel, Jean-Pascal Guironnet, Isabelle Lebon

23-5. Qu'avons-nous appris en évaluant les accélérateurs de BPI France ?

Fabrice Gilles, Yannick L'Horty, Ferhat Mihoubi

23-4. Sélection à l'entrée en master : les effets du genre et de l'origine

Sylvain Chareyron, Berlanda Desuza Fils-Aimé, Yannick L'Horty

23-3. Discriminations ethno-raciales dans l'accès au logement social : un test des guichets d'enregistrement

Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty

23-2. Le recrutement à l'épreuve de la distance et des crises

Laetitia Challe

23-1. Quels facteurs expliquent la faible coopération en horticulture?

Serge Blondel, Ngoc-Thao Noet

TEPP Rapports de Recherche 2022

22-8. Discrimination à l'embauche, grossesse et parentalité : une première évaluation expérimentale

Laetitia Challe, Yannick L'Horty, Pascale Petit, François-Charles Wolff

22-7. Origine ou couleur de peau? Anatomie des discriminations à l'embauche dans le secteur du prêt-à-porter

Dianké Tchabo

22-6. Discriminations dans l'accès à l'emploi : les effets croisés du genre, de l'origine et de l'adresse

Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty, Pascale Petit

22-5. Handicap et discriminations dans l'accès au logement : un test multicritères sur les malvoyants

Laetitia Challe, Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty, Loïc Du Parquet, Pascale Petit

22-4. Discrimination dans l'accès aux masters : une évaluation expérimentale

Sylvain Chareyron, Louis-Alexandre Erb, Yannick L'Horty

22-3. Dynamique des conglomérats et politique antitrust

Armel Jacques

22-2. Droits connexes et aides sociales locales : un nouvel état des lieux

Denis Anne, Yannick L'Horty

22-1. Etat des lieux, menaces et perspectives futures pour le tourisme à La Réunion : un regard macroéconomique à travers la détection de ruptures structurelles

Jean-François Hoarau

TEPP Rapports de Recherche 2021

21-13. Retarder l'âge d'ouverture des droits à la retraite provoque-t-il un déversement de l'assurance-retraite vers l'assurance-maladie ? L'effet de la réforme des retraites de 2010 sur l'absence-maladie

Mohamed Ali Ben Halima, Camille Ciriez, Malik Koubi, Ali Skalli

21-12. Discriminations en outre-mer : premiers résultats d'un testing

Denis Anne, Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty, Rebecca Peyrière

21-11. Evaluation de la mise en place du prélèvement forfaitaire unique

Marie-Noëlle Lefebvre, Etienne Lehmann, Michaël Sicsic, Eddy Zanoutene

21-10. Confinement et discrimination à l'embauche : enseignements expérimentaux

Laetitia Challe, Yannick L'Horty, Pascale Petit François-Charles Wolff

21-9. Endettement stratégique dans un duopole mixte

Armel Jacques

21-8. Recours et non-recours à la prime d'activité : une évaluation en termes de bien-être

Cyrine Hannafi, Rémi Le Gall, François Legendre

21-7. Mixité et performances des entreprises

Laetitia Challe, Fabrice Gilles, Yannick L'Horty, Ferhat Mihoubi

21-6. Les écarts de rémunération au recrutement des femmes et des hommes : une investigation en entreprise

Sylvain Chareyron, Mathilde Leborgne, Yannick L'Horty

21-5. Discriminations dans l'accès à l'emploi : une exploration localisée en pays Avesnois

Denis Anne, Sylvain Chareyron, Mathilde Leborgne, Yannick L'Horty, Pascale Petit

21-4. Droits et devoirs du RSA : l'impact des contrôles sur la participation des bénéficiaires

Sylvain Chareyron, Rémi Le Gall, Yannick L'Horty

21-3. Accélérer les entreprises ! Une évaluation ex post

Fabrice Gilles, Yannick L'Horty, Ferhat Mihoubi

21-2. Préférences et décisions face à la COVID-19 en France : télétravail, vaccination et confiance dans la gestion de la crise par les autorités

Serge Blondel, Sandra Chyderiotis, François Langot, Judith Mueller, Jonathan Sicsic

21-1. Confinement et chômage en France

Malak Kandoussi, François Langot

TEPP Rapports de Recherche 2020

20-5. Discriminations dans le recrutement des personnes en situation de handicap : un test multi-critère

Yannick L'Horty, Naomie Mahmoudi, Pascale Petit, François-Charles Wolff

20-4. Evaluation de la mise au barème des revenus du capital

Marie-Noëlle Lefebvre, Etienne Lehmann, Michaël Sicsic, Eddy Zanoutene

20-3. Les effets du CICE sur l'emploi, la masse salariale et l'activité : approfondissements et extensions pour la période 2013-2016

Fabrice Gilles, Yannick L'Horty, Ferhat Mihoubi

20-2. Discrimination en raison du handicap moteur dans l'accès à l'emploi : une expérimentation en Ile-de-France

Naomie Mahmoudi

20-1. Discrimination dans le recrutement des grandes entreprises: une approche multicanal

Laetitia Challe, Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty et Pascale Petit

TEPP Rapports de Recherche 2019

19-7. Les effets des emplois francs sur les discriminations dans le recrutement : une évaluation par testing répétés

Laetitia Challe, Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty, Pascale Petit

19-6. Les refus de soins discriminatoires: tests multicritères et représentatifs dans trois spécialités médicales

Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty, Pascale Petit

19-5. Mesurer l'impact d'un courrier d'alerte sur les discriminations liées à l'origine

Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty, Pascale Petit, Souleymane Mbaye

19-4. Evaluation de la mise au barème des revenus du capital: Premiers résultats

Marie-Noëlle Lefebvre, Etienne Lehmann, Michael Sicsic

19-3. Parent isolé recherche appartement : discriminations dans l'accès au logement et configuration familiale à Paris

Laetitia Challe, Julie Le Gallo, Yannick L'horty, Loïc du Parquet, Pascale Petit

19-2. Les effets du Service Militaire Volontaire sur l'insertion des jeunes : un bilan complet après deux années d'expérimentation

Denis Anne, Sylvain Chareyron, Yannick L'horty

19-1. Discriminations à l'embauche: Ce que nous apprennent deux décennies de testings en France

Loïc Du Parquet, Pascale Petit

TEPP Rapports de Recherche 2018

18-7. Les effets du CICE sur l'emploi, les salaires et l'activité des entreprises: nouveaux approfondissements et extensions pour la période 2013-2015

Fabrice Gilles, Yannick L'Horty, Ferhat Mihoubi

18-6. Les effets du CICE sur l'emploi, les salaires et l'activité des entreprises: approfondissements et extensions pour la période 2013-2015

Fabrice Gilles, Yannick L'Horty, Ferhat Mihoubi, Xi Yang

18-5. Les discriminations dans l'accès à l'emploi privé et public: les effets de l'origine, de l'adresse, du sexe et de l'orientation sexuelle

Laetitia Challe, Yannick L'Horty, Pascale Petit, François-Charles Wolff

18-4. Handicap et discriminations dans l'accès à l'emploi : un testing dans les établissements culturels

Louise Philomène Mbaye

18-3. Investissement et embauche avec coûts d'ajustement fixes et asymétriques

Xavier Fairise, Jérôme Glachant

18-2. Faciliter la mobilité quotidienne des jeunes éloignés de l'emploi: une évaluation expérimentale

Denis Anne, Julie Le Gallo, Yannick L'Horty

18-1. Les territoires ultramarins face à la transition énergétique: les apports d'un MEGC pour La Réunion

Sabine Garabedian, Olivia Ricci

TEPP Rapports de Recherche 2017

17-12. Le travail à temps partiel en France: Une étude des évolutions récentes basée sur les flux

Idriss Fontaine, Etienne Lalé, Alexis Parmentier

17-11. Les discriminations dans l'accès au logement en France: Un testing de couverture nationale

Julie Le Gallo, Yannick L'Horty, Loïc du Parquet, Pascale Petit

17-10. Vous ne dormirez pas chez moi! Tester la discrimination dans l'hébergement touristique

Mathieu Bunel, Yannick L'Horty, Souleymane Mbaye, Loïc du Parquet, Pascale Petit

17-9. Reprendre une entreprise : Une alternative pour contourner les discriminations sur le marché du travail

Souleymane Mbaye

17-8. Discriminations dans l'accès à la banque et à l'assurance : Les enseignements de trois testings

Yannick L'Horty, Mathieu Bunel, Souleymane Mbaye, Pascale Petit, Loïc Du Parquet

17-7. Discriminations dans l'accès à un moyen de transport individuel : Un testing sur le marché des voitures d'occasion

Souleymane Mbaye, Mathieu Bunel, Yannick L'Horty, Pascale Petit, Loïc Du Parquet

17-6. Peut-on parler de discriminations dans l'accès à la formation professionnelle ? Une réponse par testing

Loïc Du Parquet, Mathieu Bunel, Yannick L'Horty, Souleymane Mbaye, Pascale Petit

17-5. Evaluer une action intensive pour l'insertion des jeunes: le cas du Service Militaire Volontaire

Dennis Anne, Sylvain Chareyron, Yannick L'Horty

17-4. Les effets du CICE sur l'emploi, les salaires et l'activité des entreprises: une nouvelle évaluation ex post pour la période 2013-2015

Fabrice Gilles, Yannick L'Horty, Ferhat Mihoubi, Xi Yang

17-3. La faiblesse du taux d'emploi des séniors: Quels déterminants?

Laetitia Challe

17-2. Les effets du CICE sur l'emploi, les salaires et la R&D: une évaluation ex post: Résultats complémentaires

Fabrice Gilles, Mathieu Bunel, Yannick L'Horty, Ferhat Mihoubi, Xi Yang

17-1. Les discriminations dans l'accès au logement à Paris: Une expérience contrôlée

Mathieu Bunel, Yannick L'Horty, Loïc Du Parquet, Pascale Petit

TEPP Rapports de Recherche 2016

16-10. Attractivité résidentielle et croissance locale de l'emploi dans les zones d'emploi métropolitaines

Emilie Arnoult

16-9. Les effets du CICE sur l'emploi, les salaires et la R&D: une évaluation ex post

Fabrice Gilles, Mathieu Bunel, Yannick L'Horty, Ferhat Mihoubi, Xi Yang

16-8. Discriminations ethniques dans l'accès au logement: une expérimentation en Nouvelle-Calédonie

Mathieu Bunel, Samuel Gorohouna, Yannick L'Horty, Pascale Petit, Catherine Ris

16-7. Les Discriminations à l'Embauche dans la Sphère Publique: Effets Respectifs de l'Adresse et De l'Origine

Mathieu Bunel, Yannick L'Horty, Pascale Petit

16-6. Inégalités et discriminations dans l'accès à la fonction publique d'Etat : une évaluation par l'analyse des fichiers administratifs de concours

Nathalie Greenan, Joseph Lafranchi, Yannick L'Horty, Mathieu Narcy, Guillaume Pierné

16-5. Le conformisme des recruteurs: une expérience contrôlée

Florent Fremigacci, Rémi Le Gall, Yannick L'Horty, Pascale Petit

16-4. Sélectionner des territoires de contrôle pour évaluer une politique localisée : le cas des territoires de soin numériques

Sophie Buffeteau, Yannick L'Horty

16-3. Discrimination à l'embauche à l'encontre des femmes dans le secteur du bâtiment : les résultats d'un testing en Ile-De-France

Emmanuel Duguet, Souleymane Mbaye, Loïc Du Parquet et Pascale Petit

16-2. Accès à l'emploi selon l'âge et le genre: Les résultats d'une expérience contrôlée

Laetitia Challe, Florent Fremigacci, François Langot, Yannick L'Horty, Loïc Du Parquet et Pascale Petit

16-1. Faut-il encourager les étudiants à améliorer leur orthographe?

Estelle Bellity, Fabrice Gilles, Yannick L'Horty, Laurent Sarfati

TEPP Rapports de Recherche 2015

15-5. A la recherche des incitations perdues : pour une fusion de la prime d'activité, de la CSG, des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu

Etienne Lehmann

15-4. Crise économique, durée du chômage et accès local à l'emploi : Eléments d'analyse et pistes d'actions de politique publique locale

Mathieu Bunel, Elisabeth Tovar

15-3. L'adresse contribue-t-elle à expliquer les écarts de salaires ? Le cas de jeunes sortant du système scolaire

Emilia Ene Jones, Florent Sari

15-2. Analyse spatiale de l'espace urbain : le cas de l'agglomération lyonnaise

Emilie Arnoult, Florent Sari

15-1. Les effets de la crise sur les disparités locales de sorties du chômage : une première exploration en Rhône-Alpes

Yannick L'Horty, Emmanuel Duguet, Florent Sari

TEPP Rapports de Recherche 2014

14-6. Dépréciation du capital humain et formation continue au cours du cycle de vie : quelle dynamique des externalités sociales ?

Arnaud Chéron, Anthony Terriau

14-5. La persistance du chômage ultra-marin

Yannick L'Horty

14-4. Grèves et productivité du travail : Application au cas français

Jérémy Tanguy

14-3. Le non-recours au RSA "socle seul": L'hypothèse du patrimoine

Sylvain Chareyron

14-2. Une évaluation de l'impact de l'aménagement des conditions de travail sur la reprise du travail après un cancer

Emmanuel Duguet, Christine Le Clainche

14-1. Renforcer la progressivité des prélèvements sociaux

Yannick L'Horty, Etienne Lehmann

TEPP Rapports de Recherche 2013

13-10. La discrimination à l'entrée des établissements scolaires privés : les résultats d'une expérience contrôlée

Loïc du Parquet, Thomas Brodaty, Pascale Petit

13-9. Simuler les politiques locales favorisant l'accessibilité à l'emploi

Mathieu Bunel, Elisabeth Tovar

13-8. Le paradoxe des nouvelles politiques d'insertion

Jekaterina Dmitrijeva, Florent Fremigacci, Yannick L'Horty

13-7. L'emploi des seniors : un réexamen des écarts de taux d'emploi européens

Laetitia Challe

13-6. Effets de quartier, effet de département : discrimination liée au lieu de résidence et accès à l'emploi

Pascale Petit, Mathieu Bunel, Emilia Ene Jones, Yannick L'Horty

13-5. Comment améliorer la qualité des emplois salariés exercés par les étudiants ? Les enseignements d'une expérience contrôlée

Jekaterina Dmitrijeva, Yannick L'Horty, Loïc Du Parquet, Pascale Petit

13-4. Evaluer l'efficacité d'une campagne de valorisation du bénévolat : les enseignements de deux expériences contrôlées sur le marché du travail

Thomas Brodaty, Céline Emond, Yannick L'Horty, Loïc Du Parquet, Pascale Petit

13-3. Les différents parcours offerts par l'Education Nationale procurent-ils les mêmes chances d'accéder à l'emploi?

Florent Fremigacci, Yannick L'Horty, Loïc du Parquet, Pascale Petit

13-2. Faut-il subventionner le permis de conduire des jeunes en difficulté d'insertion ?

Yannick L'Horty, Emmanuel Duguet, Pascale Petit, Bénédicte Rouland, Yiyi Tao

13-1. Anatomie d'une politique régionale de lutte contre les discriminations

Yannick L'Horty

TEPP Rapports de Recherche 2012

12-9. Emploi et territoire : réparer les fractures

Yannick L'Horty

12-8. Inadéquation des qualifications et fracture spatiale

Frédéric Gavrel, Nathalie Georges, Yannick L'Horty, Isabelle Lebon

12-7. Comment réduire la fracture spatiale ? Une application en Île-de-France

Nathalie Georges, Yannick L'Horty, Florent Sari

12-6. L'accès à l'emploi après un CAP ou un baccalauréat professionnel : une évaluation expérimentale

Florent Fremigacci, Yannick L'Horty, Loïc du Parquet, Pascale Petit

12-5. Discriminations à l'embauche des jeunes en Île-de-France : un diplôme plus élevé compense-t-il une origine maghrébine ?

Emilia Ene Jones

12-4. Evaluer les réformes des exonérations générales de cotisations sociales

Mathieu Bunel, Céline Emond, Yannick L'Horty

12-3. Evaluer un dispositif sectoriel d'aide à l'emploi : l'exemple des hôtels cafés restaurants de 2004 à 2009

Mathieu Bunel

12-2. L'intermédiation financière dans l'analyse macroéconomique : le défi de la crise

Eleni Iliopoulos, Thepthida Sopraseuth

12-1. Etre Meilleur Apprenti de France : quels effets sur l'accès à l'emploi ? Les enseignements de deux expériences contrôlées sur des jeunes d'Île-de-France

Pascale Petit, Florent Fremigacci, Loïc Du Parquet, Guillaume Pierne

TEPP Rapports de Recherche 2011

11-14. Quelles politiques publiques pour protéger la biodiversité ? Une analyse spatiale
Jean De Beir, Céline Emond, Yannick L'Horty, Laetitia Tuffery

11-13. Le grand Paris de l'emploi
Yannick L'Horty, Florent Sari

11-12. Le WIKI IO : réduire les risques de décrochage et d'abandon à la sortie du collège
Solène Coursaget, Emmanuel Duguet, Yannick L'Horty, Pascale Petit, Emmanuel Quenson

11-11. Pourquoi tant de chômeurs à Paris ?
Yannick L'Horty, Florent Sari

11-10. Les effets des aides publiques aux hôtels cafés restaurants et leurs interactions : une évaluation sur micro-données d'entreprises
Mathieu Bunel, Yannick L'Horty

11-9. Evaluer l'impact d'un micro-programme social : une étude de cas expérimentale
Yannick L'Horty, Emmanuel Duguet, Pascale Petit

11-8. Discrimination résidentielle et origine ethnique : une étude expérimentale en Île-de-France
Pascale Petit, Emmanuel Duguet, Yannick L'Horty

11-7. "10 000 permis pour réussir". Evaluation quantitative
Yannick L'Horty, Emmanuel Duguet, Sophie Kaltenmark, Pascale Petit

11-6. Les effets du bénévolat sur l'accès à l'emploi. Une expérience contrôlée sur des jeunes qualifiés d'Ile-de-France
Jonathan Bougard, Thomas Brodaty, Céline Emond, Yannick L'Horty, Loïc Du Parquet, Pascale Petit

11-5. Discrimination à l'embauche des jeunes franciliens et intersectionnalité du sexe et de l'origine : les résultats d'un testing
Pascale Petit, Emmanuel Duguet, Yannick L'Horty, Loïc Du Parquet, Florent Sari

11-4. Ce que font les villes pour les ménages pauvres. Résultat d'une enquête auprès des villes de plus de 20 000 habitants
Denis Anne, Céline Emond, Yannick L'Horty

11-3. Être mobile pour trouver un emploi? Les enseignements d'une expérimentation en région parisienne
Loïc Du Parquet, Emmanuel Duguet, Yannick L'Horty, Pascale Petit, Florent Sari

11-2. Comment développer les emplois favorables à la biodiversité en Île-de-France ?
Jean de Beir, Céline Emond, Yannick L'Horty, Laëtitia Tuffery

11-1. Les effets du lieu de résidence sur l'accès à l'emploi : une expérience contrôlée sur des jeunes qualifiés en Île-de-France
Yannick L'Horty, Emmanuel Duguet, Loïc du Parquet, Pascale Petit, Florent Sari

La Fédération TEPP

La fédération de recherche « Théorie et Evaluation des Politiques publiques » (FR 2042 CNRS) rassemble des équipes de recherche en Economie, Sociologie et Gestion :

- L'**Equipe de Recherche sur l'Utilisation des Données Individuelles en lien avec la Théorie Economique, ERUDITE**, équipe d'accueil n°437 rattachée à l'Université Paris-Est Créteil et à l'Université Gustave Eiffel ;
- Le **Centre de Recherches en Economie et en Management, CREM**, unité mixte de recherche n°6211 rattachée au CNRS, à l'Université de Rennes 1 et à l'Université de Caen Basse-Normandie ;
- Le **Centre Pierre Naville, CPN**, équipe d'accueil n°2543 rattachée à l'Université d'Evry-Paris Saclay ;
- Le **Centre de Recherche en Economie et Droit, CRED**, équipe d'accueil n°7321, rattachée à l'Université Panthéon-Assas ;
- Le **Centre d'Etude des Politiques Economiques, EPEE**, équipe d'accueil n°2177 rattachée à l'Université d'Evry Paris-Saclay ;
- Le **Groupe d'Analyse des Itinéraires et des Niveaux Salariaux, GAINS**, équipe d'accueil n°2167 rattachée à Le Mans Université ;
- Le **Groupe de Recherche ANgevin en Économie et Management, GRANEM**, unité mixte de recherche UMR-MA n°49 rattachée à l'Université d'Angers ;
- Le **Laboratoire d'Economie et de Management Nantes-Atlantique, LEMNA**, équipe d'accueil n°4272, rattachée à Nantes Université ;
- Le **Laboratoire interdisciplinaire d'étude du politique Hannah Arendt - Paris-Est, LIPHA-PE**, équipe d'accueil n°7373 rattachée à l'Université Paris-Est Créteil et à l'Université Gustave Eiffel ;
- Le **Centre d'Economie et de Management de l'Océan Indien, CEMOI**, équipe d'accueil n°13, rattachée à l'Université de la Réunion ;
- Le **Laboratoire d'économie de Poitiers, LÉP**, équipe d'accueil n°2249, rattachée à l'Université de Poitiers ;
- L'UMR **Structures et marchés agricoles, ressources et territoires, SMART**, unité mixte de recherche n°1302, rattachée à l'INRAE et à l'Institut Agro Rennes-Angers ;
- Le **Centre de recherche en économie et en droit sur le développement insulaire, CREDDI**, équipe d'accueil n°2438, rattachée à l'Université des Antilles.

TEPP rassemble 230 enseignants-chercheurs et 100 doctorants. Elle est à la fois l'un des principaux opérateurs académiques d'évaluation de politiques publiques en France, et la plus grande fédération pluridisciplinaire de recherche sur le travail et l'emploi. Elle répond à la demande d'évaluation d'impact de programmes sociaux à l'aide de technologies avancées combinant modélisations théoriques et économétriques, techniques de recherche qualitatives et expériences contrôlées.